

Amis de La Vie du Mans (72) - Conférence du 9 décembre 2022

« Climat et justice sociale »

Cette conférence était co-organisée par le Collectif « **Comprendre pour Agir** » (CCFD, ACO, CMR, CEM72, CVX et ADLV).
L'intervenante était **Myrto TILIANAKI**, chargée de plaidoyer et négociatrice à la COP27 pour le CCFD-Terre solidaire.

Bilan très mitigé de la dernière COP qui dispose de deux semaines pour influencer les décideurs publics.

Cependant, **c'est la 1^{ère} COP** :

- qui se déroule en Afrique, continent durement touché par les changements climatiques alors qu'il est seulement responsable de 4% des émissions de CO2 dans le monde ;
- qui montre à travers de fortes tensions le manque de confiance ressenti par les pays du Sud vis-à-vis des pays du Nord qui tardent à prendre de bonnes décisions n'étant pas encore durement impactés ;
- qui pointe du doigt les énergies fossiles : charbon, pétrole et gaz ;
- qui décide de débloquent des fonds pour venir en aide aux pays du Sud connaissant déjà des phénomènes irréversibles. Mais quels montants et quelles modalités ? Les scientifiques estiment le coût des dommages entre 290 et 500 milliards de dollars US...

Principaux enjeux :

- engagement des Etats à réduire drastiquement leurs émissions CO2 avec une mise à jour annuelle de ces engagements ;
- répondre aux besoins des plus vulnérables ;
- stopper les investissements dans les énergies fossiles.

Bilan :

- Impacts irréversibles : inondations, montées des eaux, cyclones meurtriers ;
- Financement climatique totalement éclipsé malgré les promesses de 2009 ;
- Aucun progrès constaté sur la baisse des émissions CO2 ;
- Annonces vagues en marge de la COP de la part des politiques, potentiellement dangereuses, invitant les secteurs privés à financer la transition écologique : risque d'un marché carbone non régulé ;
- Emergence d'un *greenwashing* inacceptable : de grosses entreprises veulent « verdir » leur image, ce qui leur coûte beaucoup moins cher que de prendre en interne les mesures de réduction carbone. Par exemple, au Mexique, l'entreprise BP a embauché des villageois pour un projet de reforestation, pendant 2 ans, pour une rémunération totale de 40 \$...

Objectifs du CCFD-Terre solidaire :

- Faire respecter les peuples autochtones des pays qui ne sont pas assez robustes pour protéger leur propre population ; le dédommagement des personnes spoliées a été adopté mais n'est pas prioritaire ;
- Obtenir une transparence totale sur toutes les informations relatives à l'article 6 de l'accord de Paris qui innove en fixant deux marchés carbone pour contribuer à baisser encore davantage les émissions de CO2, concernant la revente des crédits carbone :
 - o Entre Etats
 - o Entre Etats et entreprises du secteur privé, **mais** logique de marché financier qui ne s'applique pas à la nature.

Dans ce dernier cas, qui s'assure du suivi ? Si aucune régulation, le but initial peut être détourné et ne déboucher que sur très peu de bénéfices pour les pays du Sud, voire pire. Ainsi, la compensation carbone devient un levier d'inaction et sert de maquillage pour les entreprises telles Pétrogaz, Total Energies, Nespresso, Air France, de transport et de l'agro-alimentaire et conduire à la monoculture à croissance rapide, à la destruction de la biodiversité, à un risque accru de la financiarisation des sols, à l'augmentation des besoins en terres et impacter gravement l'ensemble des terres cultivées de la planète.

Quoi et comment faire ?

- Arriver dans un 1^{er} temps à la neutralité carbone : trouver un équilibre entre ce qu'on émet et ce qu'on fait absorber ;
- Plus les phénomènes climatiques se multiplient, plus les dirigeants réagissent. Depuis 1 an 1/2, l'opinion publique et les décideurs politiques évoluent favorablement ;
- Individuellement, en tant que citoyens, faire des choix de vie visant l'élimination des émissions carbone. Se renseigner, poser des questions : envoyer un message aux marques de vêtements en posant des questions sur la fabrication d'un vêtement ; à force de recevoir de multiples messages, l'entreprise sera amenée à prendre en compte ce questionnement ;
Il faut garder présent à l'esprit que nous avons tous individuellement un rôle à jouer et une responsabilité certaine vis-à-vis des pays du Sud que les pays du Nord « pillent » à des fins économiques et financières, pour notre confort matériel du quotidien.
- Des textes juridiques internationaux doivent être produits ainsi que la révision plus fréquente des feuilles de route devant l'accélération du réchauffement climatique (les scientifiques parlent de 8 années désormais pour agir).
- Le CCFD rencontre les décideurs politiques (ministres, conseillers) et fait le relais entre les négociations très techniques aux COP et les médias. Ce décryptage relayé par les médias aide à obtenir l'écoute des décideurs politiques, avant, pendant et après la COP.

Pour le groupe de la Sarthe, Nathalie Revert